



CHAPITRE 168

Loi constituant le village de Pincourt en
corporation de ville

[Sanctionnée le 18 décembre 1959]

CHAPTER 168

An Act to incorporate as a town the
village of Pincourt

[Assented to, the 18th of December, 1959]

Préam-
bule.

ATTENDU que la corporation du village de Pincourt a, par sa pétition, représenté qu'elle est désireuse que son territoire soit érigé en municipalité de ville;

Attendu qu'elle est présentement régie par le Code municipal et que les dispositions dudit code sont devenues insuffisantes pour sa bonne administration;

Attendu que son territoire est voisin de plusieurs villes et qu'il est nécessaire de pourvoir au développement rationnel de ce territoire;

Attendu que pour atteindre ce but et pour desservir sa population qui augmente continuellement, il est nécessaire que son territoire soit érigé en ville, et que des pouvoirs plus étendus soient conférés à son conseil;

Attendu qu'il est à propos d'accéder à sa demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Citation.

1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Charte de la ville de Pincourt*.

Corpora-
tion de
ville.

2. La corporation du village de Pincourt cesse d'exister, et son territoire y compris les chemins, rues, ruelles, cours d'eau, renfermés dans les limites ci-dessus décrites, est érigé en municipalité de ville sous le nom de "ville de Pincourt".

Nom.

Preamble.

WHEREAS the corporation of the village of Pincourt has represented, by its petition, that it wishes to have its territory incorporated as a town municipality;

Whereas it is presently governed by the Municipal Code and the provisions thereof have become inadequate for its proper administration;

Whereas its territory is contiguous to several towns and it is necessary to provide for the rational development of such territory;

Whereas to attain this end and supply the wants of its population which is continually growing, it is necessary that its territory be erected as a town and that more extensive powers be bestowed on its council;

Whereas it is expedient to grant its prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

Citation.

1. This act may be cited as the *Charter of the town of Pincourt*.

Town
municipi-
pality.

2. The corporation of the village of Pincourt shall cease to exist, and its territory, including the roads, streets, lanes and streams comprised within the limits herein above described, is erected as a town municipality under the name of "town of Pincourt".

Name.

Constitu- tion.	3. Les habitants et contribuables du village de Pincourt et leurs successeurs sont constitués en corporation de ville sous le nom de "ville de Pincourt".	3. The inhabitants and ratepayers of the village of Pincourt and their successors are incorporated as a town under the name of "town of Pincourt".	Incorpo- ration. Name.
Nom.			
Disposi- tions ap- plicables.	4. La ville de Pincourt sera régie par la Loi des cités et villes et ses amendements, sauf les cas où la présente loi y déroge spécialement.	4. The town of Pincourt shall be governed by the Cities and Towns Act and its amendments, save where this act specially derogates therefrom.	Provisions to apply.
Suc- cession.	5. La corporation de ville constituée par la présente loi succède aux droits, obligations, propriétés, privilèges, titres, réclamations et actions de La corporation du village de Pincourt, et la remplace à toutes fins que de droit.	5. The town corporation hereby constituted shall succeed to the rights, obligations, property, privileges, titles, claims and actions of The corporation of the village of Pincourt and shall replace it for all legal purposes.	Succes- sion.
Officers, etc.	6. Les officiers et employés municipaux de La corporation du village de Pincourt resteront en fonctions jusqu'à leur démission, remplacement ou renvoi par le conseil de la ville de Pincourt.	6. The municipal officers and employees of The corporation of the village of Pincourt shall remain in office until their resignation, replacement or dismissal by the council of the town of Pincourt.	Officers, etc.
Règle- ments, etc. en vi- gueur.	7. Tous les règlements, résolutions, procès-verbaux, rôle d'évaluation, rôle de perception, billets, comptes d'impôts, redevances, obligations, listes, bons et autres comptes et documents quelconques maintenant en vigueur, continueront d'avoir leur plein effet et resteront en vigueur jusqu'à ce qu'ils soient modifiés, annulés, abrogés, exécutés ou accomplis, à moins qu'ils ne soient incompatibles avec les dispositions de la présente loi.	7. All by-laws, resolutions, minutes, valuation rolls, collections rolls, notes, accounts for taxes, dues, debentures, lists, bonds and other accounts and documents whatsoever, now in force, shall continue to have full effect and shall remain in force until amended, annulled, repealed, executed or accomplished, unless they be inconsistent with the provisions of this act.	By-laws, etc., in force.
Maire et échevins.	8. Nonobstant les dispositions de l'article 124, les personnes occupant les charges de maire et conseiller de La corporation du village de Pincourt, lors de l'entrée en vigueur de la présente loi, ou leurs successeurs en cas de vacances, deviennent le maire et les échevins respectivement de la corporation constituée par la présente loi, et cesseront de l'être à l'époque de la première élection générale, telle que fixée par l'article suivant de la présente loi sous réserve toutefois des dispositions de l'article 50 de la Loi des cités et villes.	8. Notwithstanding the provisions of section 124, the persons in office as mayor and councillors of The corporation of the village of Pincourt, at the time of the coming into force of this act, or their successors in case of vacancy, shall become the mayor and aldermen respectively of the corporation hereby constituted and shall cease to be so at the time of the first general election, as fixed by the following section of this act subject however to the provisions of section 50 of the Cities and Towns Act.	Mayor and aldermen.
S.R., c. 233, a. 17, remp. pour la ville, Première élection.	9. L'article 17 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant: "17. La première élection du maire et des échevins aura lieu le premier lundi	9. Section 17 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following: "17. The first election of the mayor and ladermen shall be held on the first	R.S., c. 233, s. 17, re- placed for the town. First election.

Élections
générales
subsé-
quentes.

juridique de novembre 1961, et toutes les autres procédures relatives aux élections seront celles prévues à la Loi des cités et villes. Les élections générales subséquentes auront ensuite lieu tous les trois ans, le premier lundi juridique de novembre".

S.R.,
c. 233,
a. 18,
remp.
pour la
ville.
Secré-
taire-
trésorier.

10. L'article 18 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

"**18.** L'officier rapporteur de la première élection sera le secrétaire-trésorier de la ville de Pincourt en office. Advenant son décès ou son incapacité d'agir le deuxième alinéa de l'article 174 s'appliquera."

S.R.,
c. 233,
a. 30,
remp.
pour la
ville.
Division
en quar-
tiers.

11. L'article 30 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

"**30.** Le conseil, par règlement, pourra diviser le territoire en autant de quartiers qu'il sera nécessaire dans l'intérêt général de la population.

Désigna-
tion.

Si le territoire n'est pas divisé en quartiers, le conseil peut, par règlement, décréter que le siège de chaque échevin sera désigné par un numéro, et assigner à chacun le numéro qui désigne son siège. Le conseil pourra, par règlement, donner à chaque quartier, un nom servant à le désigner au lieu d'un numéro, tel que ci-dessus."

S.R.,
c. 233,
a. 48,
remp.
pour la
ville.
Maire.

12. L'article 48 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

"**48.** Le maire est élu pour trois années, à la majorité des électeurs municipaux ayant voté."

S.R.,
c. 233,
a. 173,
remp.
pour la
ville.
Date des
élections.

13. L'article 173 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

"**173.** Subordonnément aux dispositions de l'article 9 de la présente loi, l'élection générale du maire et des échevins de la ville a lieu tous les trois ans, le premier lundi juridique de novembre conformément aux dispositions ci-après."

juridical Monday of November, 1961, and all the other proceedings regarding elections shall be those provided for by the Cities and Towns Act. The subsequent general elections shall be afterwards held every third year, on the first juridical Monday of November."

Subse-
quent
general
elections.

10. Section 18 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 18,
replaced
for the
town.
Secretary-
treasurer.

"**18.** The returning-officer for the first election shall be the secretary-treasurer, then in office, of the town of Pincourt. Should he die or be unable to act, the second paragraph of section 174 shall apply."

11. Section 30 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 30,
replaced
for the
town.
Division
into lands.

"**30.** The council may, by by-law, divide the territory into as many wards as may be necessary in the general interest of the population.

Designa-
tion.

If the territory is not divided into wards, the council may, by by-law, enact that the seat of each alderman shall be designated by a number and assign to each the number designating his seat. The council may, by by-law, give to each ward, a name under which it shall be designated, instead of a number, as aforesaid."

12. Section 48 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 48,
replaced
for the
town.
Mayor.

"**48.** The mayor shall be elected for three years by the majority of the municipal electors who have voted."

13. Section 173 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 173,
replaced
for the
town.
Date.

"**173.** Subject to the provisions of section 9 of this act, the general election of the mayor and aldermen of the town shall be held every third year, on the first juridical Monday of November, in accordance with the provisions hereinafter contained."

S.R.,
c. 233,
a. 440a,
aj. pour
la ville.

Compensation
exigée.

14. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville, en ajoutant après l'article 440, l'article 440a:

"440a. La ville pourra faire, amender ou abroger des règlements pour exiger, en sus de toute taxe pour l'établissement ou l'entretien d'aqueducs, d'égouts, de puits ou de réservoirs, une compensation pour l'eau ou pour le service d'égout, d'après un tarif qu'elle juge convenable, de tout propriétaire ou occupant d'une maison, magasin ou autre bâtiment, que ces derniers se servent de l'eau ou des égouts ou ne s'en servent pas, si, dans ce dernier cas, le conseil leur a signifié qu'il est prêt à amener l'eau ou les égouts, à ses frais, jusqu'à l'alignement de la rue vis-à-vis leurs terrains respectifs."

S.R.,
c. 233,
a. 528a,
aj. pour
la ville.

Permis
imposé
sur pho-
nographes.

15. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville, en ajoutant après l'article 528, le suivant:

"528a. Nonobstant les dispositions de l'article 526, le conseil peut imposer un permis annuel ne dépassant pas deux cents dollars, sur chaque phonographe dont l'usage est autorisé par la loi et qui fonctionne au moyen de pièces de monnaie, et en percevoir le montant de son propriétaire, locataire ou exploitant."

S.R.,
c. 233,
a. 581a,
aj. pour
la ville.

Travaux
permanents
autorisés.

16. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville, en ajoutant après l'article 581, le suivant:

"581a. Sur requête signée par le ou les propriétaires représentant au moins les deux tiers des terrains longeant une rue ou une ruelle ou une partie de rue ou de ruelle, et approuvée par le ministre des affaires municipales, la ville est autorisée à faire, sur sa propriété, tous les travaux permanents, tels que trottoirs, égouts, pavages, chaînes, aqueducs et systèmes d'éclairage, et leurs raccordements et d'autres travaux dits permanents et à emprunter, au besoin, les sommes d'argent nécessaires à ces fins.

Cotisation
spéciale.

Le coût de ces travaux et l'intérêt sur l'emprunt fait pour leur paiement, ainsi que le coût et les déboursés encourus en ce cas, pour la préparation des règle-

14. The Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding after section 440, section 440a:

R.S.,
c. 233,
s. 440a,
added
for the
town.
Compensation
required.

"440a. The town may make, amend or repeal by-laws to require, in addition to any tax for the construction or maintenance of waterworks, sewers, wells or reservoirs, a compensation for the water or sewer service, at a rate that it shall deem convenient, from any owner or occupant of any house, shop or other building, whether the latter avail themselves or not of the water or sewers, if, in the latter case, the council has notified them that it is prepared, at its own expense, to bring the water or sewers to the line of the street opposite their respective lands."

15. The Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding after section 528, the following:

R.S.,
c. 233,
s. 528a,
added
for the
town.
Permit
imposed
on phonographs.

"528a. Notwithstanding the provisions of section 526, the council may impose an annual permit not exceeding two hundred dollars, for each phonograph the use of which is authorized by law and which is operated by means of coins, and levy the amount thereof on its owner, tenant or operator."

16. The Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding, after section 581, the following:

R.S.,
c. 233,
s. 581a,
added
for the
town.

"581a. Upon petition signed by a proprietor or proprietors representing at least two-thirds of the land bordering on a street or lane or part of a street or lane, and approved by the Minister of Municipal Affairs, the town is authorized to execute, on its property, all permanent works, such as sidewalks, sewers, pavings, street curbs, aqueducts and lighting systems and their connections, and other so called permanent works, and to borrow, if need be, the amounts required for such purposes.

Permanent
works au-
thorized.

The cost of such works and the interest on the loan contracted for the payment thereof, as well as the costs and disbursements incurred in such case in the pre-

Special
assessment.

ments, et la négociation des emprunts, sont défrayés au moyen d'une cotisation spéciale, sur les propriétaires intéressés, en proportion de l'étendue de front de leurs propriétés ou de leur évaluation, conformément aux règlements de la ville et aux termes de l'article 583 de la présente loi, et, à cette fin, la ville est autorisée à emprunter tout l'argent nécessaire pour payer ces travaux.

Termes
des em-
prunts.

Les termes de chacun de ces emprunts ne doivent pas excéder celui d'une cotisation spéciale prélevée pour les travaux qui font l'objet de cet emprunt, et l'intérêt ne doit pas excéder six (6%) pour cent par année.

Appro-
bation.

Ces emprunts doivent être ordonnés par règlement du conseil de la ville, mais sans être soumis à l'approbation des contribuables, comme l'exigent les articles 581 et suivants de ladite Loi des cités et villes, mais ils doivent être approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Ils doivent être faits au moyen d'une émission d'obligations (débentures) émises conformément aux dispositions de la charte de la ville, ou, à défaut de dispositions à ce sujet dans la charte conformément aux dispositions de la Loi des cités et villes.

Décla-
ration
écrite
de l'in-
génieur.

Tout règlement ordonnant un semblable emprunt doit, dans chaque cas, spécifier clairement l'objet de cet emprunt et aucun règlement de cette nature n'est adopté par le conseil de ville, sans qu'il n'ait été obtenu de l'ingénieur de la ville une déclaration écrite, sous serment d'office, attestant le coût total des travaux nécessitant tel emprunt, et que les travaux ont été complètement exécutés.

Fonds
d'amor-
tissement.

La cotisation spéciale, prélevée sur les propriétaires intéressés pour les travaux permanents faits en vertu de cet article, constitue un fonds d'amortissement qui doit être exclusivement appliqué au paiement de l'intérêt sur les obligations émises pour le paiement de ces travaux, et au rachat des obligations, à leur échéance, et ces intérêts et fonds d'amortissement resteront néanmoins une charge sur le fonds général de la ville.

Emprunt
des
banques.

La ville est autorisée à emprunter d'une banque les deniers nécessaires à l'exécution de ces travaux. Cet emprunt doit

paration of the by-laws and the negotiation of the loans, shall be paid by means of a special assessment on the interested proprietors, in proportion to the frontage or valuation of their properties, in conformity with the by-laws of the town and the terms of section 583 of this act, and for such purpose, the town is authorized to borrow all the necessary money to pay for such works.

The term of each of such loans shall not exceed that of a special assessment levied for the works for which such loan is made and the interest shall not exceed six (6%) per cent per annum.

Term of
loans.

Such loans shall be ordered by by-law of the town council but without being subject to the approval of the rate-payers, as required by sections 581 and following of the said Cities and Towns Act, but they must be approved by the Lieutenant-Governor in Council.

Approval.

They shall be made by means of an issue of debentures issued in accordance with the provisions of the charter of the town, or in the absence of provisions on the subject in the charter, in accordance with the provisions of the Cities and Towns Act.

Any by-law ordering such loan shall, in each case, clearly specify the object of such loan, and no by-law of this nature shall be adopted by the town council unless a written declaration has been obtained from the town engineer under his oath of office, attesting the total cost of the works for which such loan is required, and that the works have been entirely executed.

Written
declara-
tion of the
engineer.

The special assessment, collected from the interested proprietors for permanent works carried out under this section, shall constitute a sinking-fund to be applied exclusively to paying the interest on the debentures issued for the payment of such works, and to redeem such debentures at maturity, and such interest and sinking-fund shall nevertheless remain a charge against the general funds of the town.

Sinking-
fund.

The town is authorized to borrow from a bank the necessary money for the execution of such works. Such loan shall

Loan
from
banks.

être remboursé à la banque avec le produit de la vente desdites obligations.

Délai.

Ces emprunts par émission d'obligations doivent être faits dans l'année suivant le parachèvement de ces travaux; toutefois ce délai pourra être prolongé avec l'autorisation de la Commission municipale de Québec."

be reimbursed to the bank out of the proceeds of the sale of the said debentures.

Such loans by issue of debentures shall be made within the year following the completion of the works; however such delay may be extended with the authorization of the Quebec Municipal Commission."

Delay.

Entrée en vigueur.

17. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

17. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming into force.